



Analyse du bureau du SMG : argumentaire pour le débat sur le mouvement généraliste

Quand un mouvement revendicatif cache un enjeu de société

La colère gronde chez les médecins généralistes. Las d'être toujours considérés comme subalternes dans le monde de la médecine, soumis aux contrôles inéquitables de l'Assurance maladie, accusés d'être en partie responsables de l'augmentation des dépenses de soins, trompés par la loi HPST... les médecins généralistes ont, sous l'impulsion d'une intersyndicale, pris le chemin de la contestation.

Après l'échec politique des Régionales, le président Sarkozy a senti qu'une partie de son électorat traditionnel lui tournait le dos, aussi il s'est empressé de satisfaire une revendication tarifaire portée par ce mouvement.

L'affaire n'est pas close ! Le problème posé par les médecins généralistes ne se réduit pas à une question de revenu, même si la question des inégalités de revenus des professionnels doit être posée et traitée.

La médecine générale dans son ensemble risque de disparaître. Quand après 10 ans d'études, les jeunes médecins la rejettent et quand les anciens sont pressés de s'en aller, on peut dire que c'est une profession qui est en voie d'extinction. Extinction qui satisferait bien tous ceux qui souhaitent voir le système de soins transféré au secteur des assurances privées et faire des médecins généralistes de demain les prestataires de service des ces intérêts privés.

Au delà des revendications catégorielles légitimes et des corporatismes qui s'expriment actuellement, la question qui est posée au système de santé et au pays est de savoir comment il faut sauver la médecine générale.

Pour le SMG, il ne fait pas de doute que c'est l'union d'un fort mouvement professionnel associé à un fort mouvement social qui pourra éviter le pire. A l'heure où, dans ce pays, les inégalités sous toutes les formes progressent, où l'accès aux soins est en péril constant sous les coups de boutoirs des politiques de remboursements et de franchises, où l'exercice du métier de généraliste est normalisé pour satisfaire les gestionnaires de l'Assurance maladie (institution passée aux mains de l'Etat et du gouvernement), il est temps que tous les défenseurs de la protection sociale solidaire s'unissent pour constituer un comité de défense de la médecine générale au service des citoyens.

Le bureau du SMG
29 avril 2010